

Solidarité avec les peuples d'Afghanistan

Vingt ans de guerre contre les talibans, par les Etats-Unis et leurs alliés, dont la France, n'auront pas suffi. Pire on a assisté à une déroute. Les images de chaos et d'évacuation précipitée des ressortissants occidentaux donnent une idée des menaces qui pèsent aujourd'hui sur des centaines de milliers, voire des millions d'Afghan-e-s.

Les talibans n'ont jamais disparu, et ont pu se réorganiser et prospérer sur fond de pauvreté, d'inégalités, d'État failli, de trafic d'opium, de corruption et de rejet de la présence militaire étrangère. L'Afghanistan est demeuré l'un des pays les plus pauvres de la planète (avec le 7e plus faible PIB par habitant au monde), et l'un des plus corrompus (parmi les dix derniers au classement de l'ONG Transparency International).

Des milliers d'Afghan-e-s vont se retrouver sur les chemins de l'exil.

Aujourd'hui ce sont les femmes qui sont les plus menacées et les principales cibles des talibans. Ce sont elles qui ont le plus à craindre de la reprise du pays par ces fondamentalistes armés et intolérants, animés par une logique mortifère et de banditisme opprimant leurs propres compatriotes. Après avoir pu bénéficier dans les principaux centres urbains de deux décennies où elles purent mener des études, exercer une activité professionnelle jusque dans les emplois les plus éminents, sortir dans la rue sans chaperon ou bénéficier d'une relative liberté vestimentaire, nous savons que, pour elles, la prise du pouvoir par les talibans enclenche la dynamique d'un retour à une quasi-mort sociale. Voire une mort tout court.

Plus largement, des milliers d'Afghans et d'Afghanes en danger souhaitent quitter leur pays

et fuir l'enfer que présage la prise de pouvoir par les Talibans. De nombreuses personnes afghanes présentes en France s'alarment pour leurs proches bloqué-e-s dans leur pays. Certaines craignent aussi d'être expulsées vers l'Afghanistan dans la mesure où la France renvoie, dans le cadre du règlement dit «Dublin», des personnes afghanes vers d'autres pays européens comme la Belgique ou la Roumanie qui procèdent à des renvois forcés vers l'Afghanistan. La France les expose donc à un possible refoulement vers leur pays dans lequel leur vie pourrait être en danger.

Il y a urgence pour :

- **assurer notre solidarité avec les personnes qui, en Afghanistan, risquent une atteinte à leur intégrité morale et physique** parce qu'elles seraient des femmes, qu'elles seraient désignées comme LGBTI, parce qu'elles appartiendraient à des minorités religieuses ou ethniques ou parce qu'elles seraient susceptibles d'avoir mené des activités de nature à en faire des cibles du nouveau pouvoir. Il s'agit aussi de celles et ceux qui ont défendu les droits humains, promu l'Etat de droit, agi en faveur de l'émancipation des femmes, milité contre les obscurantismes, promu les droits sociaux fondés sur la libre délibération entre les citoyens, porté la liberté culturelle et celle de l'information...

- **un accueil inconditionnel des civils afghans en danger en garantissant la protection et l'accueil des personnes afghanes qui les sollicitent** sur le territoire français ; en permettant aux familles afghanes de personnes réfugiées en France de rejoindre au plus vite le territoire français ; en protégeant sur le long terme ces personnes qui risquent leur vie en Afghanistan ; en cessant immédiatement les expulsions vers l'Afghanistan.

Rassemblement mercredi 6 octobre 18h
place Alphonse Lepetit (ancien palais de justice)